



Ministre de l'Intérieur
«des nouvelles
mesures»

5

MERCREDI 17 JANVIER 2019

EDITION: 1224

CINQUIÈME ANNÉE

PRIX : 250 FC



3

Santé publique

Le projet d'élimination du paludisme est lancé officiellement

Une cérémonie de lancement officielle du projet d'élimination du paludisme en Union des Comores a eu lieu mercredi dernier à l'hôtel le Retaj. Une occasion pour les Comores d'éviter l'écroulement sanitaire. Une somme de 1.842.851 d'euros est destinée à ce projet.



▲ Les Comores et la Chine à la veille du lancement

Le paludisme reste un véritable fléau sanitaire qui ronge le peuple comorien en particulière la grande île. Le ministère de la santé avec l'appui de la République populaire de Chine, a lancé officiellement des mesures préventives d'un projet d'élimination du paludisme en Union des Comores. Soucieuse de rele-

ver le défi majeur du paludisme aux Comores, la Chine met l'accent pour la lutte contre cette épidémie. « La Chine et les Comores ont un proverbe commun : frapper le fer quand il est chaud », déclare l'ambassadeur chinois en Union des Comores. Ce haut diplomate chinois a saisi l'opportunité, de

souhaiter ses meilleurs vœux pour la nouvelle année 2019 au peuple comorien : « je vous souhaite mes meilleur vœux, de zéro cas du paludisme d'ici 2021. »

Dans son allocution, la secrétaire générale du ministère de la santé, Maissara Adam justifie que « la Chine est une amie sincère qui tant à répondre les besoins des Comores à l'heure. » La représentante du ministre de la santé insiste sur l'importance de la mobilité des populations entre les îles, pour faciliter l'éradication de ce fléau sanitaire aux Comores, dans la crainte que « la situation épidémiologique de Mohéli et d'Anjouan dépend aussi de Ngazidja, dans la mesure où, la grande île, affecte les efforts des autres. » La population de

Ngazidja n'a pas parfaitement consenti au processus et les conséquences s'affichent, des chiffres rouges et alarmants, dit-elle.

Le paludisme demeure l'une des causes les plus inquiétantes, qui menace la sécurité sanitaire au peuple comorien. D'où vaincre le paludisme aux Comores, « est une mesure capitale pour soutenir les Comores vers une croissance sociale et économique durable. » Plusieurs décès dans les centres de santé sont liés à cette épidémie. Dans les écoles, les classes étaient désertées car les enfants étaient hospitalisés, leurs enseignants aussi, selon la secrétaire générale du ministère de la santé.

NASSUF.M.ABDOU (STAGIAIRE)

Secteur de la pêche

Un plan d'aménagement pour l'économie bleue

Hier mercredi, la direction générale de la pêche a tenu un atelier de réflexion et d'étude pour un plan d'aménagement et stratégique devant permettre à réduire la pression des ressources halieutiques. L'occasion pour cette institution d'améliorer les conditions de travail et de vie des communautés des pêcheurs aux Comores.

En vue de réduire la pression halieutique et de protéger les ressources océaniques, un atelier est ouvert hier mercredi par la direction générale des ressources halieutiques. Il s'agit d'une étude qui met en place un plan d'aménagement sur la pêche visant à réduire la pression sur les ressources halieutiques. Ce plan permettra encore aux différentes parties prenantes de disposer d'un cadre intégré

pour la gestion des ressources démascles, exploitées par les pêcheries. « Nous sommes réunis aujourd'hui pour une étude d'un plan stratégique, pour toutes les dispositions qui peuvent donner un impact pour la meilleure condition des poissons marceaux aux Comores », explique Chamouine Soidri, directeur général des ressources halieutiques. « Immatriculer les embarcations de pêche, est une mesure de gestion, d'impor-



▲ Des participants de l'atelier

tance capitale et de protection des pêcheurs », insiste le directeur général des ressources halieutiques. Le plan d'aménagement des poissons démascles, reflète les aspirations de la république sectorielle de la pêche. La direction de la pêche envisage également à préserver les écosystèmes et de réduire des impacts des activités humaines sur l'environnement.

Le secteur de la pêche aux Comores occupe une place prépondérante dans l'économie comme dans la vie sociale. Elle exploite essentiellement les espaces démascles et pélagiques et contribue, non seulement à la sécurité alimentaire de la population, mais aussi, elle fournit 55% de l'emploi total du secteur agricole.

NASSUF.M.ABDOU (STAGIAIRE)

Elections de 2019

Les candidats de la mouvance présidentielle investis

Au total, 4 candidats pour la mouvance aux élections présidentielles et des gouverneurs, investis officiellement à travers une cérémonie solennelle tenue hier à Moroni. Parmi ces 4 candidats, une femme est désignée pour les gouvernoriales des îles autonomes. Il s'agit de la commissaire au genre, Mme Mhoudine Sitti Farouata.

Une cérémonie de pré-campagne ? La mouvance présidentielle a investi ses 4 candidats officiellement. Au niveau de la magistrature suprême, Azali Assoumani est le seul candidat désigné par la mouvance présidentielle. Quant au niveau des gouverneurs des îles, 3 candidats sont déjà connus. Il s'agit de Sitti farouata à Ngazidja, Mohamed Saïd Fazul à Mohéli et Annissi Chamasidine au niveau de l'île d'Anjouan.

Le chef de l'Etat Azali Assoumani s'est félicité pour la démarche engagée depuis les assises jusqu'au référendum. Une démarche qui va dans le sens de faire décoller le pays vers son émergence. « Ce qui nous pousse jusqu'ici, c'est l'intérêt de notre pays », déclare le chef de l'Etat Azali Assoumani. Le pays est doté d'une nouvelle architecture institutionnelle. Selon le chef de l'Etat, « l'émergence n'est possible sans la paix et la stabilité du



▲ Cérémonie d'investiture des candidats de la mouvance

pay. » Azali Assoumani a souligné que le pays dispose un maximum de potentialité pour le développement. Pour le secrétaire général de la mouvance présidentielle, Ali Mliva Youssouf appelle à la solidarité des membres de cette coalition car « tous ces

candidats portent la couleur de la mouvance. » Le choix des candidatures n'était pas facile. Toutefois, la candidature pour le poste de gouverneur de l'île de Ngazidja répond au respect du genre, soutient Mliva.

KAMAL SAÏD ABDOU

Elections présidentielles

Aucun dossier n'est déposé à la cour suprême

A moins d'une semaine avant la fermeture des dépôts des candidats aux présidentielles de mars et avril prochain, la cour suprême n'a reçu aucun dossier. Pourtant, 28 candidats ont retiré les formulaires de candidatures à la cour suprême. Les candidats ne cessent d'officialiser leurs candidatures.

Des enseignants, des politiques et des entrepreneurs se déclarent candidats aux élections présidentielles

prévues les mois de mars et avril 2019. Précisément, 28 candidats ont retiré leurs dossiers de candidatures mais, jusqu'à hier mercredi, la cour suprême n'a reçu aucun dossier rempli. Sachant que les dépôts des candidatures sont fixés le 23 janvier 2019. Selon la cour suprême, 28 personnes ont officiellement retiré le dossier de candidature mais « aucun dépôt n'a été fait. » Certains se demandent pourquoi rester jusqu'à la dernière minute. Un des responsables de la cour su-

prême qui préfère garder l'anonymat a montré qu'il n'est pas une surprise car depuis toujours, les candidats se présentent tardivement.

« Ce n'est plus une mission aisée pour l'ensemble du personnel chargé de cette procédure nécessaire pour tout le monde », dixit-il. Le mercredi 23 janvier est la date finale des dépôts des candidatures, précise un communiqué signé le 14

juillet dernier par le greffier en chef, Ali Mohamed. Tous les candidats n'ont qu'une semaine pour déposer leurs candidatures.

A noter aussi que pour les candidats aux élections des gouverneurs, la Ceii n'a reçu aucun dossier de candidature. Pourtant, certains préteurs ont retiré les dossiers des candidatures.

H.H



▲ Cour suprême des Comores

KDBA

”En attendant le vote des...”

Issa ADOUSSALAMI

Sociologue, doctorant à Aix-Marseille

Enseignant de lettres à l'académie de Créteil

Les amateurs de littérature négro-africaine reconnaîtront certainement le début de ce titre de roman du célèbre écrivain malien Ahmadou Kourouma. En attendant le vote des bêtes sauvages, tel est le titre provocateur d'un récit qui retrace avec réalisme le système électoral et ses faces cachées en Afrique. La démarche créatrice d'A. Kourouma est de mettre la fiction au service de la vérité historique, d'en faire une voie d'accès à la mémoire du présent. Si l'auteur met en scène les pouvoirs dictatoriaux et les méandres du vote en Afrique, il ne s'agit pas ici de faire l'apologie complète du roman de Kourouma puisqu'il est des pays où l'histoire relatée dans son récit ne peut, en aucun moment, se généraliser. C'est donc notre cas. A la veille d'élections générales très déterminantes pour notre destin, celui d'édifier ensemble une nation juste et forte dans un pays en voie d'émergence, le titre de ces lignes serait tout simplement ceci : En attendant le vote des Comoriens, ce qu'il faut retenir. Au cours des deux dernières années où les Comores sont dirigées par le président Azali, les leçons qui s'offrent à nous exposent de plus en plus les raisons de croire, d'agir et de redonner confiance à la dynamique sociopolitique du gouvernement, dirigé sans doute par une équipe dévouée et engagée dans les rails de l'émergence. Qu'est-ce qu'il faut retenir au juste et quelles sont les particularités qui se présentent ?

AZALI, UNE FORCE TRANQUILLE

En dépit des tentatives de déstabilisation morale et des différents coups préparés contre le chef de l'Etat et son équipe, Azali démontre encore une fois combien il est déterminé, énergique, serein et surtout tolérant envers ses détracteurs. Du déversement des clous à l'aéroport de Bandar Salam à la tentative d'assassinat où sa personne a été visée en passant par les multiples messages de haine à son endroit sur les réseaux sociaux, le président a fait preuve d'esprit républicain, de calme et surtout d'une sagesse exemplaire. Ne voulant se laisser emporter par des rumeurs infondées, il n'a jamais voulu céder au chantage enfantin d'adversaires voulant détourner l'attention des Comoriens vers un débat insensé. Au cours de plusieurs sorties médiatiques, le Chef de l'Etat et le ministre de l'intérieur ont toujours voulu tenir un discours républicain et pédagogique au sujet des ravages des réseaux sociaux et des personnes qui salissent le noble métier de journaliste en publiant des fake news. La détermination du Chef de l'Etat à mettre le pays sur les rails de l'émergence n'a pris aucune ride. Par ailleurs, en réponse à ceux qui crient à une dérive dictatoriale dans le pays, le président se montre conciliant et ouvert au dialogue social. En recevant les partis politiques d'opposition à Beit-Salam, son allocution, fortement orientée vers la paix et le respect des institutions républicaines, exprime dans un certain langage combien la culture citoyenne est un levier du développement. D'autre part, l'entretien télévisé du lundi 13 janvier animé par des journalistes de la presse nationale, justifie sa volonté à porter des réponses sur toutes les interrogations des citoyens. Dans le sillage d'une vie po-

litique mouvementée, le Chef de l'Etat a fait preuve d'aisance face aux pertinentes questions des journalistes d'Al Watwan, OTRC et ORTN ayant conduit l'exercice avec professionnalisme. Au menu des questions, l'emploi des jeunes, la justice, la méritocratie, la transparence des affaires publiques, la valorisation des ressources de la diaspora et la sécurité sont autant des points abordés par les journalistes. Les réponses apportées par le président sont plutôt pratiques que théoriques car une grande partie des moyens sont là. Il suffit de les mobiliser. Le président n'a pas manqué de montrer les efforts fournis ces dernières années en matière de régulation des salaires des agents de l'Etat, en matière de diplomatie et surtout en matière de croissance économique. Si aujourd'hui le pays atteint 4% de croissance économique, c'est grâce à une relance de l'activité économique, pourvoyeuse d'emplois et surtout de la bonne gouvernance.

UNE OPPOSITION EN PERTE DE REPÈRES

Une des grandes escroqueries de l'opposition c'est leur manque de cohérence. A la veille des campagnes électorales, l'opposition qui montrait hier une image d'unité devient incomprise et perd sa crédibilité. En faisant front hier pour déstabiliser le pays par des actes violents et antidémocratiques, en tentant de manipuler les esprits des Comoriens contre les institutions républicaines, les partis de l'opposition ne sont pas en mesure de s'unir aujourd'hui pour parler d'une seule voix. Tous ces partis d'opposition qui ont refusé de participer aux assises nationales et qui ont semé la peur pendant les législatives s'empressent aujourd'hui de présenter des candidats aux élections. Quel paradoxe ? Individualisme, incohérence et absence de patriotisme. Selon des sources sûres, certains dirigeants de l'opposition se regardent en chien de faïence, chacun voulant s'imposer leader. L'ancien secrétaire d'Etat, Hamidou Karihila serait mal accueilli dans le cercle, les uns le qualifiant d'orgueil mal placé, les autres de complexe de supériorité. Le frondeur d'Azali aurait souhaité que le traitement des informations et des propositions passent d'abord par lui avant d'être filtrées et adoptées. Aussi, des rumeurs circulent sur la méfiance de certains membres de l'opposition à la présence du docteur. Face à toutes ces déconvenues, la solution qui s'impose reste encore la même : la méthode Agwa. Manipuler les internautes par un discours de victimisation et de menace. Se plaindre d'être privé de s'exprimer pendant qu'on se permet de dire tout ce qu'on veut sur Internet n'est qu'un signe d'hypocrisie et de pur mensonge. Le jeu utilisé par Agwa est vraisemblable. Il donne l'impression d'un professionnel avéré du journalisme mais continue à publier des incohérences, des âneries. Agwa, ce journaliste qui croit au père Noel pense que les Comoriens sont aveugles et n'ont aucun souvenir. Chaque Comorien, quelque soit sa tendance politique, se nourrit d'espoir avec l'amélioration progressive des conditions de vie. Aucun Comorien ne souhaite voir la nation se replonger dans le joug du séparatisme et la crise institutionnelle. Quand Agwa continue son jeu de militant politique et de grande gueule, certains séparatistes affaiblis se réclament de mercenaires. Le pays a muri, les citoyens ont grandi, il n'y a pas de place à la manipulation des masses. C'est trop tard !

Elections présidentielles et des gouverneurs

Ministre de l'Intérieur «des nouvelles mesures »



▲ Kiki

Comme chaque mercredi les ministres se rencontrent à Beit Salam en conseil. Lors de leur conseil d'hier 16 janvier à Beit Salam, plusieurs points ont été discuté dont le respect, la transparence et des nouvelles mesures prises pour les prochaines élections.

La date des élections présidentielles et celle des gouverneurs approche. L'Etat comorien s'organise à prendre des mesures pour but de mener des élections transparentes et en tout égalité. Hier en conseil des ministres à Beit Salam, le Ministre de l'Intérieur Mohamed Daoudou affirme que pour des élections correctes et propres le village de Chamdro et Sabamali dans la région de Wachili vont pouvoir désormais voter chacun dans leur village. « Depuis toujours Chamdro et Sabamali votaient ensemble. Pour des votes équitables, le gouvernement comorien a pris la

décision selon laquelle ces deux villages vont pouvoir voter séparément. Ces nouvelles mesures permettront à obtenir des résultats adéquats ». Mohamed Daoudou a confirmé qu'il est de même cas pour la région de Hamahamet dont le village de Kourani et Sada pour la première fois, ils vont également voter séparément, chacun dans son village natal conformément au décret du président de l'Union des Comores en vu d'arriver à des élections fiables aux yeux du peuple comorien. Autres nouvelles mesures prises pour ces élections présidentielles et des gouverneurs, onze nouveaux bureaux de vote sont augmentés. Ceci s'explique par une question d'espace. « Pour créer d'espace dans les bureaux de vote, nous avons songé qu'il est mieux d'ajouter onze bureaux. Ces derniers laisseront de la place sur les bureaux surchargés par plus ou égale à 700 électeurs comoriens et comoriennes ».

A la fin de son intervention le Ministre de l'Information et de l'Intérieur a affirmé qu'une communauté anti-corruption accompagnera la Cour Suprême tout au long du parcours des élections, du début à la fin.

A noter que la liste électorale de l'île d'Anjouan est déjà affichée. Ce matin pour l'île de Mohéli et le vendredi 18 janvier à l'île de Ngazidja.

EL-ANIOU

Société

Quel bilan pour la presse en 2018?

A l'occasion de ce nouvel an, Elarif Minihadj a adressé ses meilleurs vœux à tous les journalistes comoriens et du monde entier. Dans son mot de vœux, Minihadj dresse aussi un bilan accablant pour l'année 2018 au détriment de la liberté d'expression dans notre pays : des journalistes giflés, tabassés, licenciés et empêcher d'exercer leurs travaux librement.

plorable. Le défenseur des droits humains a cité entre autres « des humiliations des journalistes en plein exercice de leurs fonctions, le non accès à l'information et les conditions économiques inappropriées » et pourtant, dit-il, « les journalistes accomplissent un travail noble. »

Outre, les arrestations arbitraires enregistrées au cours de l'année 2018 ainsi que les dérapages policiers ont choqué le défenseur des droits humains. « Ces sont des actes qui ne respectent pas la dignité humaine et ne sont conformément à aucun texte ni convention pour la protection des droits humains », indique-t-il.

L'année 2018 est finie et a laissé des événements inoubliables, marqués par l'injustice surtout pour la presse. Elarif Minihadj, défenseur de droits de l'homme à travers ses vœux du nouvel an 2019, a fait un tableau d'un bilan négatif en passant en revue les événements qui ont marqué l'année 2018. Il tiendra surtout en compte ce qu'a subi la presse et sa liberté. « Des médias scellés et d'autres menacés, aucune réaction de la part des autorités compétentes n'a été manifestée », se plaint-il. Elarif Minihadj appelle le gouvernement à ne pas priver les citoyens du droit d'être informé. « L'information est la base d'un développement socio-économique et politique nécessaire pour un Etat de droit », déclare Elarif Minihadj.

La situation des journalistes comoriens reste dé-

KAMAL SAÏD ABDOU

Les chiffres de la délinquance à la baisse



À l'occasion d'une conférence de presse donnée en présence du préfet Dominique Sorain et du procureur Camille Miasoni, les chiffres de la délinquance au 1er semestre 2018 ont été dévoilés. Si la tendance est à la baisse, les autorités l'assurent : "La délinquance est encore trop importante dans le département".

Les chiffres baissent, mais pas la préoccupation des autorités. Lors d'une conférence de presse en Petite-Terre en présence du gotha sécuritaire du département, les principaux indicateurs de l'insécurité à Mayotte ont été dévoilés. Malgré une baisse générale par rapport aux chiffres du 1er semestre 2017, le préfet Dominique Sorain est formel : "La délinquance est encore trop importante dans le département. Il serait déplacé vis-à-vis des victimes de violences que de se satisfaire de la situation. Le phénomène demeure, à juste titre, préoccupant pour les Mahorais, et nous continuons de mobiliser les moyens nécessaires pour le combattre". Car si la délinquance baisse en termes d'indicateurs depuis 2016, son niveau est aujourd'hui semblable à celui de 2014. Une période où le phénomène était en hausse depuis le début des années 2010. Selon les chiffres avancés par la Préfecture, la délinquance générale sur le 1er semestre 2018 est en baisse de -11,7 %. Soit 4128 faits constatés en 2018 contre 4677 sur la même pé-

riode en 2017. Une baisse plus marquée en zone police (-392 faits), qui s'observe également en zone gendarmerie (-157). Le phénomène se constate autant sur les atteintes volontaires à l'intégrité physique (-8,6%), que sur les violences intrafamiliales (-15,8%), ainsi que sur les atteintes aux biens (-11,9%) et les cambriolages (-20,4%). Après une forte hausse en 2017, le nombre de personnes placées en garde à vue est aussi en diminution (-14,06%).

DES CHIFFRES POLÉMIQUES

Pour les autorités, ce phénomène s'explique notamment par le renforcement des effectifs et la mise en place de plusieurs dispositifs pour lutter contre l'insécurité. "Ces résultats peuvent trouver une explication dans la mise en place du plan de sécurisation des établissements et des transports scolaires et une mobilisation citoyenne renforcée", justifie-t-on du côté de la Préfecture. Également en cause : "la mise en place des collectifs de citoyens", martèle Domi-

nique Sorain. Un travail de sensibilisation "qui ne remplace pas les missions des forces de l'ordre", précise-t-il néanmoins. Conscientes du décalage entre ces chiffres et l'angoisse des Mahorais vis-à-vis de la criminalité, les autorités affichent une satisfaction empreinte de retenue. Pour autant, pas question de remettre en cause le bilan de ces indicateurs ou leur fiabilité. "Ces chiffres sont basés sur des faits constatés et vérifiés", insiste Dominique Sorain. "Il ne s'agit pas seulement du nombre de plaintes déposées mais aussi des appels téléphoniques passés auprès des forces de l'ordre", poursuit le commissaire Philippe Jos.

La baisse de cette dernière s'expliquant souvent, aux yeux de l'opinion publique, par une diminution des plaintes déposées. Les victimes préférant s'économiser un après-midi au commissariat, voire pire, se faisant justice eux-mêmes. "D'une part, je répète que les plaintes déposées ne sont pas les seuls indicateurs permettant d'élaborer ces chiffres. Aussi, nous n'avons pas d'intérêt à manipuler ces données, au contraire.

QUID DE L'IMMIGRATION CLANDESTINE ?

Face à l'interdiction des reconduites à la frontière décrétée par le gouvernement comorien, la lutte contre l'immigration clandestine affronte aujourd'hui une problématique inédite. Ce qui n'empêche pas les dispositifs en place de continuer à fonctionner dans la mesure du possible. "Les forces de l'ordre ont délivré 5449 OQTF soit une baisse de -29,42 % par rapport au 1er semestre 2017", avancent les autorités. "97 kwassas ont été intercep-

tés par les forces de l'ordre et la marine nationale contre 202 au 1er semestre 2017. Enfin, 48 passeurs ont été interpellés et ont fait l'objet de poursuites judiciaires", poursuivent-elles.

Dans un communiqué du 6 juin, le syndicat de la magistrature interpellait les autorités sur ce point. "Depuis le début de la grève, en février 2018, le juge des libertés et de la détention du Tribunal de grande instance de Mamoudzou a été saisi à plus de sept cents reprises par la préfecture pour prolonger la rétention de personnes étrangères (...) Il est vain, en l'état actuel des relations avec les Comores, de continuer la politique d'interpellation des personnes étrangères en situation irrégulière puisque celles-ci seront immanquablement libérées". Pour Dominique Sorain, la crise diplomatique avec les Comores ne peut pas, pour autant, empêcher le travail des forces de l'ordre dans la lutte contre l'immigration clandestine. "Une fois cette crise terminée, les individus soumis à une Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF) seront facilement identifiables et reconduits aux Comores. Il est impensable d'imaginer une interdiction définitive des éloignements des étrangers en situation irrégulière". Pour autant, aucun signe d'apaisement n'est montré en ce sens du côté des Comores, où cette politique rencontre un franc succès populaire. Une source d'inquiétude pour les autorités mahoraises, notamment de par la volonté du président Azali d'inscrire cette politique dans la future Constitution comorienne, qui sera soumise à un référendum à la fin du mois.

SOURCE : MAYOTTE HEBDO

Afrique

La voiture « made in Cameroon », un rêve d'enfant devenu réalité

Mécanicien de génie, Cédric Simen, 27 ans, a conçu un véhicule tout-terrain qui fait la fierté de ses compatriotes et le buzz sur les réseaux sociaux.

Joseph Koagne n'en revient pas. « C'est la première fois que je vois une voiture fabriquée par un Camerounais », s'extasie l'enseignant, admirant l'engin dans le quartier administratif de Bafoussam, chef-lieu de la région de l'Ouest, au Cameroun. Il effleure avec précaution la carrosserie, poussant de petits cris admiratifs, lui qui ne rêvait que de la toucher depuis qu'il l'a vue sur Facebook. La voilà face à lui ce samedi 29 décembre. Volant, tableau de bord, sièges en cuir... Il dévore tous des yeux avant de sortir son smartphone pour des dizaines de photos de cette auto stylée façon Mini Moke, un petit pick-up tout-terrain. Etonnement, émerveillement et, finalement, fierté nationale... Tous les passants ont les mêmes réactions, suivies du même « C'est vraiment vous qui l'avez fabriquée ? » lancé à Cédric Simen. Depuis deux semaines, cet homme de 27 ans au sourire contagieux est la coqueluche des réseaux sociaux camerounais. Sa SM 237 (un nom tiré de son patronyme, Simen, et de l'indicatif téléphonique du Cameroun), petite voiture deux-places qui semblent davantage pensée pour les plages que pour les rues poussiéreuses, crée le buzz.



Informations sur les Publicités Twitter et confidentialité « Je suis devenue une star, avoue-t-il, un peu dépassé par cette soudaine notoriété. Sur Facebook, dans les rues, on m'interpelle, on me félicite, on m'embrasse avant la sempiternelle photo. Beaucoup me disent qu'ils sont fiers de moi. Je reçois des appels du Cameroun, du Bénin, de Côte d'Ivoire, de France, de Belgique... de partout ! » Et d'ajouter dans un éclat de rire : « Moi je voulais juste réaliser mon rêve d'enfant, construire ma propre voiture et la conduire. » « Les modèles de mes rêves »

Petit, Cédric Simen n'aimait pas l'école. Il séchait les cours pour aller chercher des bambous avec lesquels il fabriquait des véhicules qu'il offrait à ses amis à Bangangté, à 50 km au sud de Bafoussam. « J'inventais les modèles de mes rêves », se souvient celui qui se rendait régulièrement à l'atelier de tôlerie de son oncle pour l'observer travailler durant

des heures. Surnommé « le rebelle » par ses parents, il abandonne quitte l'école au CM2 après son échec au certificat d'études primaires, pour apprendre la mécanique dans un garage auto.

Là, le garçon fait des merveilles. Un jour, un inconnu de passage, ébloui par son talent, le prend sous son aile. « Il était mécanicien, responsable logistique d'une entreprise de travaux publics, précise Cédric Simen. Il m'a appris à dépanner des Caterpillar et autres gros engins. Ensemble, nous avons voyagé dans plusieurs localités de l'Ouest. » En 2008, lorsque la société ferme ses portes, il s'installe à son propre compte à Bafoussam.

Cédric Simen achète plusieurs voitures, les retravaille à sa manière en modifiant la suspension, en adaptant les roues... « J'avais toujours quelque chose à changer », sourit-il. En 2018, il se sent enfin prêt à réaliser son rêve d'enfant. Il a économisé 2,5 millions de francs CFA

(environ 3 800 euros) et va créer sa propre automobile. Dans un clip du chanteur ivoirien Safarel Obiang, il a vu une voiture de plage qui lui a plu et décide d'en créer une du même style, « mais plus belle, plus résistante et capable de rouler sur des routes sablonneuses et montagneuses, dit-il. Je voulais une voiture tout-terrain ».

Moqueries de ses proches
Tout le monde le décourage. Ses amis le traitent de fou, d'inconscient, d'attardé, voire pire... Les membres de sa famille le supplient d'utiliser cet argent pour faire quelque chose de vraiment utile. Autour de lui, c'est la dissuasion générale. « Je ne croyais pas en lui, j'étais convaincu que son projet était du gaspillage inutile. Lorsque j'ai vu la coque du véhicule, j'étais sûr qu'il n'avancerait pas... Je me suis trompé », reconnaît Elvis Zemekel, un mécanicien proche de l'inventeur.

Avec « l'unique et seul soutien » de son épouse, Cédric Simen s'entête pourtant. Début novembre, il achète fer, tubes, tôles, baguettes de soudure, disques, tuyaux ; il monte, démonte, soude... sous les moqueries de ses proches. « Il rentrait frustrer. Mais je l'ai toujours encouragé, car j'étais convaincue du talent de mon mari, se rappelle Vanessa Goumleu. C'était le plus grand et le plus vieux de ses rêves. Il est tellement passionné que je savais qu'il allait y arriver. »

LE MONDE

Tribune

« L'Afrique, géant ignoré de la mondialisation »

Pour Aboubaker Omar Hadi, président de l'Autorité des ports et zones franches de Djibouti, le continent pourrait devenir le plus grand espace de libre-échange du monde.

Dans leur nouvelle stratégie en Afrique, les Etats-Unis annoncent une remise en cause des aides financières octroyées à certains pays du continent. Si l'aide internationale demeure importante, c'est surtout l'investissement qui assurera le développement et la prospérité de l'Afrique. Or sur ce terrain aussi, les Américains semblent bien en retrait. Paradoxe, quand dans le même temps, les Etats-Unis déplorent que nous allions chercher ces investissements auprès de ceux qui nous traitent en affaires comme de véritables partenaires.

Entre l'Asie, l'Europe et les Amériques, l'Afrique se trouve au centre des échanges internationaux. Cette assertion n'est pas seulement géographique. Chaque jour un peu plus, notre continent se donne les moyens de contribuer à la production mondiale de richesses.

Bien avant de devenir une superpuissance économique, la Chine était vue comme un futur géant. En 1973, Alain Peyrefitte signait Quand la Chine s'éveillera... le monde tremblera. Nul ne doutait du réveil chinois, du



fait de son capital humain. En 2050, l'Afrique comptera 2,4 milliards d'habitants, soit un quart de la population mondiale, dont 1 milliard aura moins de 18 ans. En Afrique comme en Chine, le capital humain est un atout majeur ; encore faut-il que l'on offre à notre jeunesse les perspectives qu'elle pense trop souvent trouver ailleurs. Une classe moyenne croissante

Les barrières douanières sont pour le moment un frein à l'expression de notre potentiel commercial. C'est pourquoi l'Afrique entend se doter de la plus grande zone de libre-échange du monde d'ici à 2030. Une fois mise en œuvre, elle regroupera jusqu'à 55 Etats pour un PIB de 3,3 milliards de dollars (2,9 milliards d'euros). L'Afrique ferait en quatorze ans ce que d'autres continents ont mis plusieurs décennies à construire.

Le docteur Denis Mukwege a rappelé avec force, au moment de se voir remettre le prix Nobel de la paix, que

que si des pays africains comptent parmi les plus riches du monde, ils sont habités par les habitants les plus pauvres. En ne faisant qu'exporter ses matières premières, l'Afrique perd toute chance de créer de la richesse, et donc des emplois. Cela est en train de changer. Plus que par les exportations, la croissance économique du continent est d'ores et déjà tirée par la consommation de sa classe moyenne, en forte croissance. Le continent s'industrialise et entend désormais transformer les biens qu'il exporte.

international montrent des signaux encourageants. Dans le rapport « Doing Business », Djibouti a ainsi fait un bond de 55 places en un an et se classe parmi les dix économies ayant le plus amélioré leur climat des affaires. L'Ethiopie affiche fièrement une croissance à deux chiffres et les développements politiques récents de la Corne de l'Afrique devraient tous nous réjouir.

Nous pourrions multiplier les exemples : les inaugurations nombreuses de ports répondent à un besoin croissant en Afrique de l'Est, le ferroviaire se développe à grande vitesse au Maroc, au Nigeria et dans la Corne de l'Afrique, la croissance sub-saharienne devrait atteindre 3,8 % en 2019, etc.

Inquiétude et suspicion Pourtant, plus qu'espérance et confiance, notre continent suscite encore inquiétude et suspicion, souvent en raison d'idées préconçues ou d'analyses parcellaires. Les inquiétudes exprimées le plus communément concernent la dette. En s'endettant de manière trop importante auprès de certains créanciers, des pays africains hypothéqueraient leur future souveraineté.

D'abord, observons que ce sont ceux qui hier exerçaient leur puissance sur le continent qui semblent s'inquiéter aujourd'hui de notre souveraineté. Ces préoccupations cachent mal leurs motifs réels. Ce sont les pertes d'influence qui motivent les interrogations de ceux qui persistent à voir le continent sous le prisme du passé.

Cela dit, les dettes sont calculées à partir de l'évaluation de la richesse des nations. De nombreux pays ont mis en place des politiques courageuses afin de régulariser des circuits économiques qui échappent jusque-là au prélèvement de l'impôt.

LE MONDE